

L'ENQUÊTE

Depuis trente-quatre ans, l'auteur des « Versets sataniques » vit sous le coup d'une fatwa lancée par l'ayatollah Khomeyni exigeant sa mise à mort. Une condamnation qui a saccagé sa vie, mais aussi celle de ses traducteurs et éditeurs. Ainsi que de tous ses proches

Texte Anne Vidalie

Salman Rushdie UNE VIE TRAQUÉE

Salman Rushdie a coupé le son, éteint l'image. L'écrivain n'assurera pas la promotion de son nouveau roman, *Victory City* (Penguin Random House), sorti le 7 février aux États-Unis et le 9 au Royaume-Uni, a annoncé son fidèle agent Andrew Wylie. Quelques jours plus tôt, il a rassuré ses millions d'admirateurs en postant une photo de lui sur Twitter. Le demi-sourire est malicieux; l'œil droit, caché derrière un verre noir. Le cliché a fait le tour de la planète numérique. L'auteur des *Versets sataniques* n'est pas apparu en public depuis les coups de poignard qui ont failli lui coûter la vie dans un amphithéâtre de l'État de New York, le 12 août 2022. Ivan Nabokov, son vieil ami et ex-éditeur en France, confie avoir échangé « quelques e-mails avec lui ». Il va mieux, sa santé s'améliore, l'a rassuré le romancier de 75 ans. Britannique jusqu'au bout des ongles, il a préféré taire ses séquelles. Les 20 kilos perdus, l'œil droit éteint, la lèvre inférieure de guingois, la main gauche aux doigts privés de sensibilité. Et l'inspiration en fuite.

Avant Noël, Salman Rushdie a donné sa première interview post-agression au magazine américain *The New Yorker*, confirmant au passage une rumeur: oui, il a épousé en cinquièmes noces la poétesse américaine Rachel Eliza Griffiths, de trente ans sa cadette. Il a également réactivé son compte Twitter et distille à ses 1,2 million d'abonnés les critiques (enthousiastes) et les articles (laudatifs) consacrés à son quinzième roman, dont la version française paraîtra en septembre chez Actes Sud. Dans le flot de tweets de compassion ou d'encouragement, la haine affleure tout à coup à travers le message d'un certain Ali King: « Vous menez une vie déshonorante, honte à vous. » Réponse amusée du destinataire: « Oh, encore un fan! Trop content. »

Mais Salman Rushdie le sait, l'humour n'est pas une arme de protection massive. Voilà trente-quatre ans, un appel au meurtre a été lancé contre lui, le musulman laïque natif de Bombay, en Inde. Sa « faute » se niche dans les pages d'une œuvre satirique et touffu, *Les Versets sataniques*, qui a semé l'émoi en terre d'islam et dans les communautés musulmanes d'Occident. Récit des tribulations de deux Indiens entre leur pays et la Grande-Bretagne, il évoque le déracinement des immigrés, la foi, le racisme, la vengeance, le pardon. Une épineuse controverse théologique, aussi: le diable aurait soufflé à Mahomet quelques paroles très conciliantes avec le polythéisme – les fameux versets sataniques, vite effacés du Coran. Le roman parle également d'un imam exilé, ramené dans son pays par une révolution et acharné à dévorer son peuple après l'avoir jeté dans une guerre inutile et meurtrière contre son voisin.

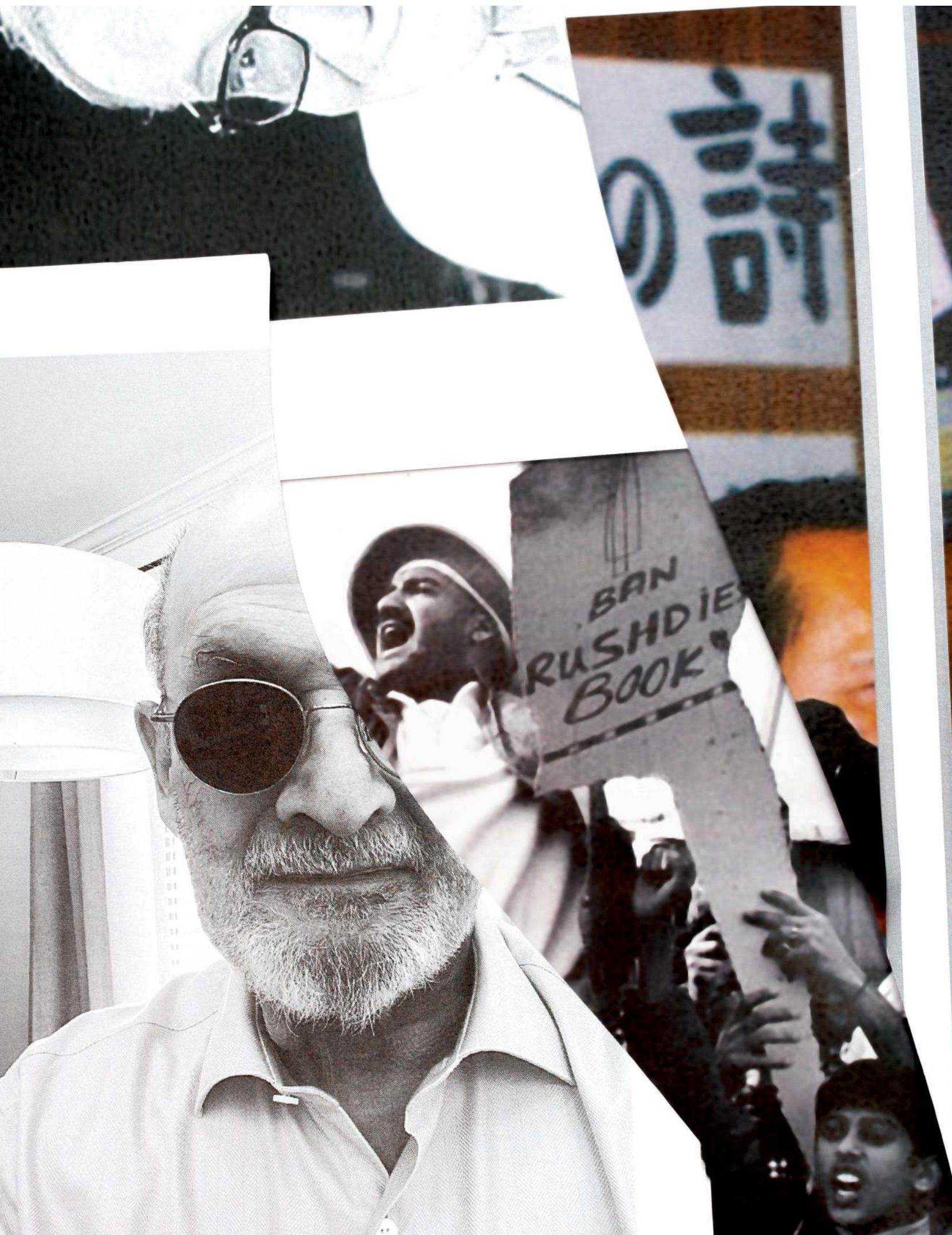
L'ayatollah Khomeyni, le Guide de la révolution iranienne, n'a jamais lu ces pages, reconnaîtra plus tard son fils. Pourtant, le 14 février 1989, jour de la Saint-Valentin, il lance une mortelle fatwa contre Rushdie, coupable de blasphème et de crime de lèse-mollah: « Au nom de Dieu tout-puissant. [...] Je veux informer tous les musulmans que l'auteur du livre intitulé *Les Versets sataniques*, qui a été écrit, imprimé et publié en opposition à l'islam, au Prophète et au Coran, ainsi que ceux qui l'ont publié ou ont eu connaissance de son contenu, ont été condamnés à mort. J'appelle tous les musulmans zélés à les exécuter rapidement, où qu'ils se trouvent. » Une organisation religieuse proche du pouvoir, la Fondation 15 Khordad, s'empresse alors d'offrir 2,5 millions de dollars aux volontaires.

L'imprécateur au turban noir est mort en juin 1989, mais l'écho de sa vindicte n'en finit pas de résonner. « Seul celui qui a édicté la fatwa avait le pouvoir de la révoquer », souligne Bernard Hourcade, géographe et spécialiste de l'Iran. Depuis trois décennies, le régime de Téhéran oublie ou brandit ce décret religieux, au gré de ses rapprochements et de ses brouilles avec le Grand Satan américain, ses alliés et affidés. Et tant pis si Salman Rushdie n'est pour rien dans ces affaires de pouvoir, d'armes et d'argent.

MENACES DIRECTES

Il n'est pas pour grand-chose non plus dans les caricatures publiées par l'hebdomadaire poil à gratter *Charlie Hebdo* dans son numéro du 4 janvier 2023 sous le titre « Mollahs, retournez d'où vous venez ». Ou dans celui de la semaine suivante, intitulé « Décidément, les mollahs ne comprennent RIEN aux femmes ». Malgré tout, le 10 janvier, Hossein Salami, le chef des Pasdarans, les impitoyables gardiens de la révolution, adresse des menaces très peu voilées « aux Français et aux réalisateurs du magazine », leur conseillant « de se pencher sur le sort » de l'écrivain. « Ne jouez pas avec les musulmans, poursuit-il, Salman Rushdie a insulté le Coran et le saint Prophète de l'islam il y a trente ans et s'est caché [...]. Après de nombreuses années, un jeune musulman s'est courageusement vengé. » C'était le tragique >

CHASSE À L'HOMME SANS FIN Selfie de l'auteur publié le 7 février 2023 sur son compte Twitter, six mois après son agression; Ettore Capriolo, son traducteur italien, attaqué en 1991 par un Iranien qui tentait de lui soutirer les coordonnées de Rushdie; mars 1989, banlieue de Londres, 2000 manifestants contre les « Versets ».



L'ENQUÊTE

> 12 août 2022, dans le cadre studieux de l'Institut Chautauqua, sur la berge du lac éponyme, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Ces propos sont pris très au sérieux à Paris, où la protection policière de plusieurs dessinateurs de *Charlie Hebdo* a été étoffée, comme l'a révélé le JDD le 15 janvier. Dans leur cas, le « niveau Uclat » évaluant le danger sur une échelle de 4 (faible) à 1 (fort) a été rehaussé à 2. Selon les services de renseignement français, leurs homologues iraniens, dont la force Al-Qods, bras armé des Paskarans à l'étranger, ont déjà prouvé leur détermination à atteindre leurs cibles en Europe – opposants, communauté juive ou journalistes critiques. « *Ce qui rend la menace élevée, précisent-ils, c'est leur capacité à agir en propre ou à travers des intermédiaires chiïtes, tels des militants du Hezbollah libanais ou des criminels de droit commun rémunérés pour agir violemment.* »

La référence à la fatwa anti-Rushdie n'a rien d'anodin, estime Alain Rodier, ancien officier du renseignement extérieur: « *Ce message peut inciter des individus sans lien aucun avec l'Iran ou les Paskarans à passer à l'action. Et cela exonère Téhéran de toute responsabilité directe.* » Pratique pour un régime amateur du soft power, cette manière douce d'exercer son influence au moyen de l'aide économique et de l'attractivité de sa culture. Tel ce webinar organisé le 15 février dans le cadre des rencontres franco-iraniennes, sur un thème d'une cruelle actualité: « *Comprendre les Iraniennes, du XIX^e siècle à aujourd'hui* ».



« *La fatwa ne s'adresse pas aux seuls chiïtes, mais à l'ensemble des musulmans radicaux, même s'ils se contrefichent de la République islamique d'Iran, pointe Jean-Pierre Perrin, journaliste et écrivain, excellent connaisseur du pays des mollahs. Et Salman Rushdie le sait, elle est éternelle...* » Le romancier l'a compris par une matinée ensoleillée de l'été 2022: jamais l'épée de Damoclès ne disparaîtra, jamais les fous d'Allah ne l'oublieront, même s'ils n'ont jamais ouvert *Les Versets sataniques*. Comme s'il ne leur suffisait pas d'avoir bouleversé sa vie et saccagé celle de plusieurs de ses éditeurs et traducteurs.

Le 14 février 1989, il est encore tôt lorsque la sonnerie du téléphone retentit dans une maison d'Islington, joli quartier bobo du nord-est de Londres. Salman Rushdie décroche. C'est une journaliste de la BBC, elle a une question: « *Quel effet cela fait-il d'apprendre que l'on vient d'être condamné à mort par l'ayatollah Khomeyni?* » Son interlocuteur l'ignorait. « *Je suis un homme mort* », pense-t-il. Il se demande combien de jours il lui reste à vivre, se dit qu'on peut sûrement les compter sur les doigts d'une main. Dans *Joseph Anton*, récit autobiographique publié en 2012, il racontera la panique qui l'étreint alors.

Pourtant, quelques heures plus tard, il fait bonne figure dans le studio londonien de la chaîne de télévision américaine CBS. Mieux, il plaisante. « *Ne vous en faites pas trop, Khomeyni condamne le président des États-Unis à mort tous les vendredis après-midi.* » Non, il ne regrette rien. Bravache, il renchérit: il aurait aimé « *avoir écrit un livre encore plus critique* ».

SE CHOISIR UN NOUVEAU PATRONYME

Son roman, il le sait, a mis le feu aux poudres islamiques, ici ou là, depuis sa publication en Grande-Bretagne le 26 septembre 1988. L'Inde, pays de ses racines, a interdit la première son livre le 5 octobre, bientôt imitée par 12 États, de l'Afrique du Sud à l'Égypte, de l'Arabie saoudite à l'Indonésie. « *Le "Satan Rushdie" qui serait bientôt brandi dans les rues du monde entier [...], pendu en effigie déroulant une langue rouge et vêtu d'un smoking grossier, avait été fabriqué, était né en Inde, comme le vrai Rushdie* », constatera l'écrivain.

Cet hiver-là, au Royaume-Uni, la communauté musulmane crie sa colère dans les rues de Leicester, Bolton et Bradford. On y brûle des exemplaires des *Versets sataniques* et des photos de l'auteur. La chaîne anglaise de librairies WH Smith retire le roman des rayonnages de ses 430 magasins. Le 12 février, des milliers de manifestants prennent d'assaut le centre culturel américain d'Islamabad, au Pakistan, aux cris de « *Pendez Rushdie!* ». La police tire sur la foule, causant cinq morts et quarante blessés. À Srinagar, dans le Cachemire indien, de violents affrontements entre les forces de l'ordre et une foule d'intégristes tuent un homme et en blessent plus de cent autres.

Mais jamais Salman Rushdie n'aurait imaginé l'embrasement planétaire imminent. Dès le lendemain de la fatwa, la Special Branch, l'unité antiterroriste de la Metropolitan Police londonienne, le convoque. Extrêmement sérieuse, la menace contre lui est classée niveau 2. En d'autres termes: hormis la reine Elizabeth II, aucun citoyen britannique n'est plus exposé que lui. Par conséquent, il doit tirer un trait sur sa vie d'avant, se cacher, changer d'identité. L'opération Malachite vient de commencer. Elle durera onze ans.

L'écrivain est prié de se choisir un nouveau patronyme. Il suggère M. Ajeeb Mamouli – M. Étrange Normal, un personnage au nom d'oxymore en gestation dans ses carnets. Trop difficile à retenir, trop compliqué à prononcer, objectent ses gardes du corps. Trop indien, quoi.

CIBLES ÉLOQUENTES Mis sous protection policière en 1988, Johannes Riis, éditeur danois des « *Versets sataniques* », estime que la fatwa sur Salman Rushdie a changé la perception mondiale des mots « *liberté d'expression et de penser* »; Hitoshi Igarashi, traducteur japonais, qui avait défendu les « *Versets* » dans un journal, s'attirant les foudres d'associations pakistanaises, assassiné à l'âge de 44 ans.

“ Hormis la reine Elizabeth II, aucun citoyen britannique n'est plus exposé que lui ”

Il opte pour Joseph Anton, clin d'œil à deux de ses auteurs favoris : Joseph pour Joseph Conrad, le migrant polyglotte ; Anton pour Anton Tchekhov, le maître de la mélancolie. Ses officiers de sécurité le baptisent vite « Joe », un diminutif qu'il exècre.

Cette année 1989 est celle de l'ouverture du rideau de fer, de la chute du mur de Berlin, de l'effondrement du bloc de l'Est. Un vent de liberté souffle sur l'Europe. Mais, déjà, d'autres controverses naissent, d'autres conflits s'amorcent, annoncés par la fatwa iranienne. L'irruption du fanatisme islamiste et de ses avatars terroristes va bientôt faire déchanter les tenants de la fin de l'Histoire et de la victoire de la démocratie libérale alliée à la liberté d'expression.

Au cours de ses cinq premiers mois de quasi-clandestinité, Rushdie change de domicile à 56 reprises. Ses quatre anges gardiens vivent à ses côtés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Font les courses pour lui. Le convoient dans une voiture blindée. Passent au peigne fin les appartements de ses amis, leurs jardins et leurs rues avant un dîner. Organisent des rendez-vous secrets avec son fils Zafar, 10 ans.

Souvent, Rushdie pense à ces deux phrases inscrites sur une note punaisée au-dessus de son bureau, quand il peaufinait *Les Versets sataniques* : « *Écrire un livre, c'est conclure un pacte faustien à l'envers. Pour gagner l'immortalité, ou du moins conquérir la postérité, on perd, ou du moins on compromet, sa véritable existence quotidienne.* » Prémonitoire.

Les policiers de la Special Branch n'ont pas exagéré la gravité de la situation. Le 16 février 1989, un obscur groupuscule, les Gardes iraniens, menace de faire exploser en vol tous les avions britanniques assurant des liaisons avec l'Inde si l'écrivain ne sort pas de sa cachette. Au Pakistan, des parlementaires demandent l'envoi immédiat de tueurs en Grande-Bretagne pour régler son compte au blasphémateur. En attendant, la bibliothèque du British Council à Karachi est plastiquée. En Californie, deux librairies de Berkeley sont visées par des cocktails Molotov dans la même nuit, le 28 février. À Padoue, en Italie, celle de Mondadori, l'éditeur italien de Salman Rushdie, est endommagée par un incendie d'origine criminelle quelques jours plus tard.

Dans les bureaux de Viking-Penguin à New York, les menaces affluent, par courrier ou par téléphone. « *Nous savons où vous habitez, nous avons l'adresse de l'école de vos enfants* », annoncent des voix anonymes aux employés terrifiés. « *Je me souviens de Peter Mayer, l'éditeur new-yorkais, hurlant de rage dans son bureau de la 23^e rue, avant d'évacuer l'immeuble à la suite d'une énième alerte à la bombe* », rapporte Ivan Nabokov. Tous les paquets et colis, dès lors, seront reniflés par des chiens dressés à la détection des explosifs. Les locaux londoniens de Viking-Penguin sont placés sous haute surveillance. Cette année-là, l'entreprise devra déboursier 3,4 millions de dollars pour sa sécurité.

En France, Christian Bourgois, propriétaire des droits en langue française, annonce son intention de « *surseoir* » à la publication de l'ouvrage. « *Il a reçu des menaces très sérieuses contre lui et sa famille* », assure l'écrivain Daniel Rondeau. Au siège de la société, c'est la panique. On décroche précipitamment l'enseigne « *Éditions Christian Bourgois* ». Des vigiles inspectent les sacs des visiteurs. Toutes les issues, sauf une, sont bouclées.

C'est le branle-bas de combat dans le petit monde germanopratien : les intellectuels signent une pétition au nom de la « *liberté de publication* » et du « *droit à l'ironie envers les pouvoirs et les dogmes* ». Un groupe d'éditeurs suggère de faire front commun avec une publication collective des *Versets sataniques*. Après une semaine de conciliabules, Christian Bourgois reprend la main : il accélère la traduction du livre, qui sera publié le 1^{er} juillet suivant.

Pour des raisons de sécurité, le nom du traducteur ne sera jamais dévoilé. Il utilisera un pseudo, Alcofribas Nasier, l'anagramme choisie par François Rabelais pour signer les burlesques *Pantagruel* et *Gargantua*. Sage précaution. En mars 1989, un poète indien installé en Suède alerte la police. Yusaf Jhelumi a décidé de s'atteler à la traduction des *Versets sataniques* en ourdou, sa langue natale. Alors qu'il a reçu des menaces de mort, l'un de ses voisins, un Malais, a été assassiné à proximité de son appartement. Hasard ou erreur sur la personne ?

VOIX DISCORDANTES

Pourtant, le soutien à l'auteur ne fait pas l'unanimité, loin de là. Jacques Chirac, alors maire de Paris, a beau être « *outré* » par les manifestants hurlant « *À mort Rushdie!* » et « *Nous sommes tous khomeynistes* » dans les rues de la capitale le 26 février 1989, il a des mots très durs : « *Je n'ai aucune estime pour lui ni pour les gens qui utilisent le blasphème pour se faire de l'argent [...]. Quand on déchaîne l'irrationnel, il ne faut pas s'étonner de la suite des choses.* »

Outre-Manche, des voix discordantes s'élèvent parmi les écrivains et les politiques. John le Carré, l'orfèvre des romans d'espionnage, déclare, quant à lui : « *Je ne crois pas qu'il soit donné à aucun de nous de se montrer impunément impertinent à l'égard des grandes religions* ». Il déplore que son confrère n'ait pas permis à ses éditeurs de retirer son livre de la vente en attendant l'apaisement des esprits. « *Il me semble [que Rushdie] n'a rien de plus à prouver que sa propre insensibilité* », tacle-t-il. Roald Dahl appelle Penguin, leur maison d'édition commune, à envoyer tous les exemplaires des *Versets sataniques* au pilon. « *Quand on a affaire à des fanatiques, il vaut mieux céder* », assène-t-il.

Le député Norman Tebbit, ancien président du Parti conservateur, tient des propos venimeux dans le quotidien *The Independent* : l'auteur des *Versets sataniques* est « *un véritable félon [dont] la vie publique a été une suite de méprisables actes de trahison de son enfance, de sa religion, de son pays d'adoption, de sa nationalité* ». La première ministre Margaret Thatcher condamne publiquement un ouvrage « *profondément offensant* » pour l'islam.

En cette fin d'hiver 1989, Londres et Téhéran se regardent en chiens de faïence. Un homme d'affaires britannique se trouve dans les geôles iraniennes, trois de ses compatriotes sont les otages du Hezbollah, à Beyrouth – dont Terry Waite, le secrétaire personnel de l'évêque de Canterbury. Le 7 mars expire le délai accordé par les mollahs aux Britanniques pour condamner les *Versets*. L'Iran rompt ses relations diplomatiques avec le Royaume-Uni. Elles seront partiellement renouées dès septembre 1990, sur fond de guerre du Golfe.

Salman Rushdie n'est plus un simple romancier. Le voilà icône de la liberté d'expression pour les uns, suppôt, pour les autres, de ce qu'on appellera bientôt l'islamophobie. Pour tous, il est devenu un pion sur l'échiquier diplomatique. Au fil des mois, plusieurs assassinats d'opposants iraniens lui rappellent à quel point la théocratie islamique a le bras (et la mémoire) long. En juillet 1989, Abdul Rahman Ghassemlou, 58 ans, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, est criblé de balles à Vienne, en Autriche, par trois hommes munis de passeports diplomatiques iraniens. Neuf mois plus tard, Kassem Radjavi, 56 ans, l'ex-premier ambassadeur de la jeune République islamique >

LENQUÊTE

> auprès de l'ONU, est tué au bord du lac Léman, près de Genève. Ses tueurs embarquent aussitôt sur un vol Iran Air, destination Téhéran.

Pour frapper l'écrivain indo-britannique et ses soutiens, les mollahs préfèrent s'en remettre aux fanatiques dopés à la fatwa plutôt qu'à des commandos téléguidés. Le 29 mars 1989, l'imam saoudien Abdullah Al-Ahdal, 36 ans, le directeur sunnite de la Grande Mosquée de Bruxelles, est abattu, en compagnie du bibliothécaire du centre culturel islamique de la capitale belge, Salem Bahri, 41 ans. Ce double homicide est revendiqué par un groupe libanais pro-iranien, les Soldats du droit. Certes, Al-Ahdal avait condamné *Les Versets sataniques*, mais il avait refusé de cautionner la fatwa contre Rushdie. Impardonnable.

« JE DOIS VIVRE JUSQU'À CE QUE JE MEURE »

Le 3 août 1989, une déflagration détruit les deux derniers étages de l'hôtel Beverley House, entre les pelouses de Hyde Park et la gare de Paddington. Elle fait une victime, l'hôte de la chambre 303. Il s'appelait Mustafa Mazeh, il avait 21 ans. Dans un cimetière de Téhéran, une dalle grise rend aujourd'hui hommage à ce jeune Libanais engagé dans les rangs du Hezbollah. Sur la pierre tombale, posée entre un monument à la gloire des assassins du président égyptien Anouar el-Sadate et une plaque commémorant l'attentat-suicide d'une jeune Palestinienne, figurent ces mots : « Premier martyr mort en mission pour tuer Salman Rushdie ». Sa bombe lui aurait explosé entre les mains.

Envers et contre tout, l'écrivain s'efforce de mettre en pratique le truisme emprunté à Joseph Conrad, cette « bouée de sauvetage au cours des longues années à venir » : « Je dois vivre jusqu'à ce que je meure. » Pour son fils Zafar, il écrit une jolie fable, *Haroun et la mer des histoires*. Il tombe amoureux d'Elizabeth West, la charmante éditrice chargée de nourrir le perroquet d'une de leurs amies communes. Peu à peu, ses gardes-chiourmes lui accordent quelques sorties – une séance de signature dans une librairie, une projection privée, un week-end chez des amis. La funeste fatwa va être levée, veut-il croire. Rien n'y fait, hélas. Ni les pressions de l'Union européenne, ni ses regrets tardifs pour les passages jugés blasphématoires de son livre ou son retour affiché à la foi de son enfance, en décembre 1990. Il aurait beau devenir « l'homme le plus pieux de notre temps », selon Ali Khamenei, Guide de la révolution depuis 1989, son sort est scellé.

Au début de 1991, les services de renseignement britanniques sonnent l'alarme. Un commando de tueurs professionnels se serait engagé à l'exécuter dans un délai de quatre à six mois, à la demande d'« un membre du gouvernement iranien en dehors de l'Iran ». Mieux vaudrait qu'il s'installe sur une base militaire. Il refuse net.

Si Salman Rushdie est hors de portée, ses éditeurs et ses traducteurs vont payer pour lui. Le 3 juillet 1991, Ettore Capriolo, 61 ans, le traducteur italien de son livre, est attaqué dans son appartement milanais. Il y a donné rendez-vous à un Iranien qui se prétend désireux de discuter d'un projet de traduction. Une fois sur place, l'homme tente de lui extorquer l'adresse de l'écrivain, avant de le frapper à la tête et de le poignarder au cou, aux bras et au torse. L'année précédente, Capriolo avait vécu sous protection policière pendant plusieurs mois, à la suite de menaces proférées par des islamistes.

Neuf jours plus tard, le corps du traducteur japonais des *Versets sataniques*, le professeur Hitoshi Igarashi, 44 ans, est découvert au sixième étage de l'université de Tsukuba, dans la banlieue de Tokyo. Cet érudit, spécialiste de littérature et d'histoire arabe et perse, a défendu l'œuvre du Britannique dans les colonnes du mensuel *Chuokoron*, s'attirant les foudres du président de l'association des résidents pakistanais sur l'île. L'enseignant a reçu 14 coups de couteau à la gorge et au thorax.

Salman Rushdie est effondré. À Téhéran, le quotidien *Salam* exulte : « Ce meurtre est une bonne nouvelle pour le monde musulman. » Il n'est pas revendiqué et ne sera jamais élucidé. Le suspect numéro 1, un étudiant bangladais, aurait pris l'avion le jour même pour Dacca. Cinq mois avant, l'Italien Gianni Palma, propriétaire des droits des *Versets* pour le Japon, avait été agressé par un Pakistanais au cours de la conférence de presse annonçant la sortie du livre. Le 6 août, Chapour Bakhtiar, 77 ans, le dernier des Premiers ministres du chah d'Iran, est égorgé à Suresnes, dans la banlieue ouest de Paris. L'un des tueurs avouera avoir été envoyé par Téhéran.

Malgré tout, les conditions de vie de Rushdie s'améliorent. On l'autorise à faire des emplettes de livres ou de vêtements après la fermeture des magasins, à assister de temps en temps à un spectacle au National Theatre de Londres ou à l'opéra de Covent Garden, et même à dîner dans deux ou trois restaurants triés sur le volet. Le 10 décembre 1991, il quitte la Grande-Bretagne pour la première fois depuis trois ans. L'écrivain s'envole pour les États-Unis, où il est invité par l'université de Columbia. À ses frais, il a pris place à bord d'un avion de la Royal Air Force, car la plupart des compagnies, British Airways en tête, refusent de l'embarquer par mesure de sécurité.

Pourtant, la série noire ne s'arrête pas. Juillet 1992 : trois Iraniens soupçonnés de fomenter un attentat contre Rushdie, dont deux employés de l'ambassade à Londres, sont expulsés de Grande-Bretagne. Septembre : trois chefs de l'opposition kurde iranienne et leur interprète sont abattus dans un restaurant grec de Berlin, le Mykonos. Une opération téléguidée depuis « le plus haut sommet de l'État iranien », jugera le tribunal lors du procès des cinq accusés.

« La flèche noire du châtimeur vole vers le cœur de l'infâme blasphémateur », prophétise Ali Khamenei. Cette fois encore, elle ne frappe pas le romancier mais deux de ses farouches défenseurs. En Turquie, le 2 juillet 1993, l'écrivain et humoriste Aziz Nesin, déterminé à publier *Les Versets sataniques* en turc, participe au festival culturel de Sivas, au cœur du pays. Une horde d'islamistes locaux enragés par sa présence met le feu à son hôtel. Trente-sept personnes périssent dans les flammes. Nesin parvient à s'échapper.

Le 11 octobre 1993, l'éditeur norvégien William Nygaard, 50 ans, est touché par un tireur embusqué, devant son domicile d'Oslo. Le patron de la maison Aschehoug n'était plus sous protection policière depuis quelques mois. C'est dans les jardins de sa superbe villa que Rushdie a assisté l'été précédent à une somptueuse réception mêlant artistes, personnalités politiques et magnats des affaires. Il culpabilise, ces trois balles lui étaient destinées, il le sait. De son lit d'hôpital, son ami balaie ses excuses. Et lui répète à quel point il est fier de publier son ouvrage.

L'auteur des *Versets* ne supporte plus la « séquestration ». Il se sent « isolé dans l'espace et dans le temps », il veut retrouver le goût de la (semi) liberté, renouer avec les voyages et les lectures publiques,

“ Il aurait beau devenir l'homme le plus pieux de notre temps, son sort est scellé ”

Ali Khamenei, *Guide de la révolution iranienne depuis 1989*

«STAND WITH SALMAN» Mouvement international de solidarité et de soutien à l'auteur, le 19 août 2022, ici à New York, une semaine après son agression lors d'une réunion publique à Chautauqua.

même sous haute protection. Le 7 septembre 1995, au Salon des écrivains du *Times* près du Parlement, il remercie le public d'être venu assister à sa « sortie du placard » – sa première participation officielle à une manifestation publique depuis six ans et demi. Certes, il est arrivé dans une voiture blindée, a utilisé une porte dérobée, mais il est là, en chair et en os, pour parler de son nouveau livre, *Le Dernier Soupir du Maure*.

POLICE PARTOUT, RUSHDIE NULLE PART

Sa tournée de promotion l'emmène en Norvège, où il retrouve son ami Nygaard, puis en Amérique du Sud, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Partout, la police est sur le qui-vive. Au Chili surtout, où on l'enferme, gardé par des hommes armés, dans une chambre d'hôtel qui ne s'ouvre que de l'extérieur.

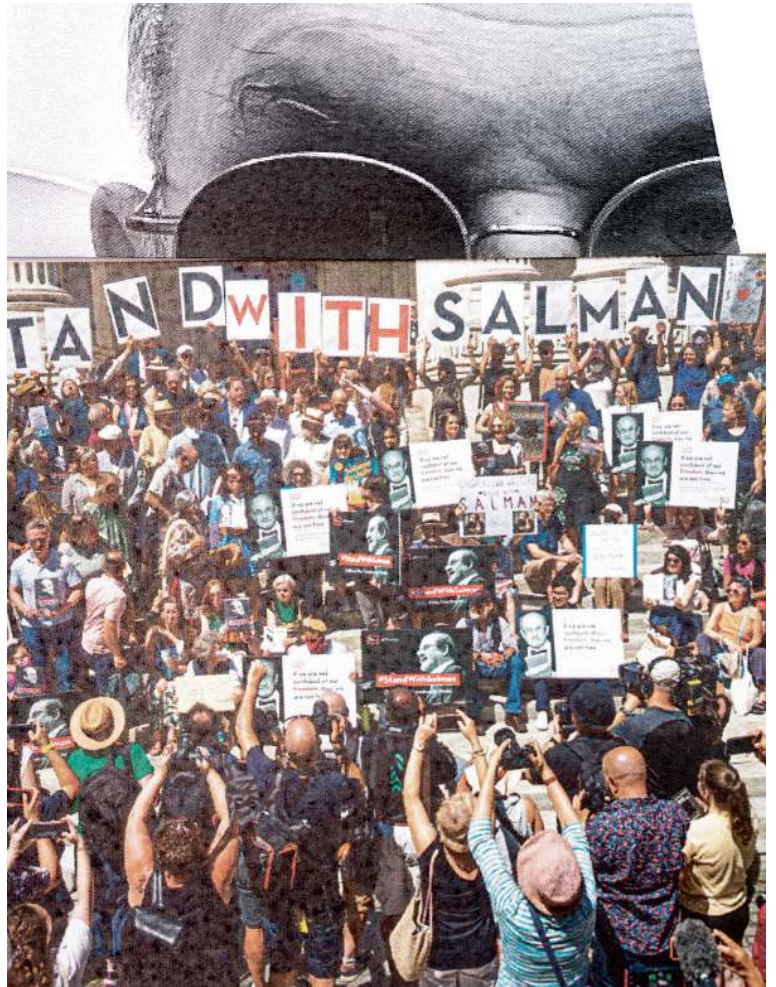
En février 1996, Ivan Nabokov, son éditeur chez Plon, et l'attaché de presse Gilles Paris l'accueillent sur le tarmac du Bourget dans la lumière des gyrophares. « *En voyant cet incroyable déploiement de sécurité, Salman m'a glissé, les larmes aux yeux, qu'il n'en pouvait plus de tout cela* », se souvient Nabokov. Lorsqu'il reçoit le Britannique chez lui, qui de l'Horloge, l'immeuble est passé au peigne fin par les agents. Deux d'entre eux font le pied de grue devant la porte toute la soirée.

Pour organiser la venue de Rushdie, Gilles Paris a multiplié les allers-retours au ministère de l'Intérieur. Les hommes du Raid campent dans un salon de l'hôtel de Beauvau, sur le toit du bâtiment et près de la Seine. Les hôtes et leurs bagages sont minutieusement fouillés. Chaque déplacement dans les rues de la capitale mobilise six véhicules, dont un médicalisé – au cas où – et un autre aux vitres blindées, réservé à l'auteur. « *Les voitures devaient se suivre de si près que deux d'entre elles ont fini par s'emboutir* », se remémore Gilles Paris. « *Ce n'est pas de fatwa que l'écrivain est venu parler [mais] de l'écriture. Et il avait l'air heureux* », note *Le Monde*.

Seulement voilà. « *L'Univers n'aimant pas qu'il reste heureux trop longtemps* », selon ses propres mots, il est convoqué deux mois plus tard au siège du MI6. Les services de renseignement ont la preuve que l'Iran ourdit depuis deux ans un plan pour l'éliminer. En cette année 1996, deux opposants iraniens sont assassinés, l'une en Turquie, l'autre dans son appartement de Créteil. Une piquette de rappel...

Cette fois, Rushdie fait la sourde oreille. Rien ne lui fera abdiquer les espaces de liberté si durement arrachés au fil des années. Et puis les tabloïds anglais n'en finissent pas de monter en épingle le coût de sa protection – 1 million de livres par an –, payée par le contribuable. Il décroche le Graal : à partir du 1^{er} janvier 1998, les policiers et leur matériel de surveillance quitteront la villa de Bishops Avenue, dans le nord de Londres. À lui d'organiser son existence quotidienne et ses déplacements avec un officier de sécurité et un chauffeur. Il se réjouit de se retrouver seul avec Elizabeth, avec qui il aura un bébé, Milan, né en mai 1999. Toutefois, une question le taraude : « *Était-il le plus irresponsable des hommes ?* » s'interroge-t-il dans son autobiographie à la troisième personne. [...] *La réponse ne pourrait être que rétrospective. Dans dix ou vingt ans, il saurait s'il avait vu juste ou pas.* »

Avec le temps, les menaces semblent s'estomper. Certes, en avril 1998, cinq organisations musulmanes russes dégagent la fatwa pour dissuader Constantin Toubline, le patron d'une maison d'édition russe de Saint-Pétersbourg, de publier *Les Versets sataniques*. Bien



sûr, deux ans plus tard, l'Iranien Dawoud Nemati doit être placé sous surveillance renforcée à Essen, en Allemagne : l'éditeur, coupable d'avoir publié l'ouvrage en farsi, est la cible d'un appel au meurtre lancé par des extrémistes perses. En avril 2001, la direction de sa Jaguar sera sabotée. L'Iran, toujours, souffle le chaud et le froid.

Malgré tout, Rushdie respire. À New York, où il s'installe au tournant du siècle, il recouvre la liberté, la vraie. Ici, pas de policiers à ses basques, pas de voiture blindée. Il prend le métro ou le taxi, va au cinéma, au théâtre et au restaurant, pique-nique sur les pelouses de Central Park avec son nouvel amour, l'actrice et mannequin américaine Padma Lakshmi. Il prendra même la nationalité de son nouveau home sweet home.

En 2001, il reçoit la nouvelle qu'il n'espérait plus : les services secrets britanniques ont révisé à la baisse le niveau de la menace. Dans six mois, si tout va bien, il pourra peut-être se passer de la protection de la Special Branch lors de ses séjours en Angleterre. Promesse tenue le 27 mars 2002 : Joseph Anton est mort, Salman Rushdie renaît.

L'Iran ne l'a pas oublié pour autant. Chaque année, le 14 février, les mollahs, leurs zéloteurs ou leurs journaux le lui remémorent : la fatwa n'est pas enterrée, sa tête est toujours mise à prix. En 2012, la Fondation 15 Khordad augmente de 500 000 dollars le montant de la prime offerte, la portant à 3,3 millions. Quatre ans après, plusieurs organes de presse se cotisent pour rajouter 600 000 dollars. « *Une rhétorique plus qu'une menace* », minimise sir Salman Rushdie, anobli par la Reine en 2007.

Le 12 août 2022, le romancier s'appête à donner une conférence publique quand un homme de 24 ans se jette sur lui, un couteau au poing. Il s'appelle Hadi Matar, il est né aux États-Unis de parents libanais et affiche sur les réseaux sociaux sa fascination pour le régime iranien et ses Pasdaran.

À Téhéran, le journal *Kayhan* bénit « *la main de celui qui a déchiré le cou de l'ennemi de Dieu* ». Ne leur en déplaise, cette main ne l'a pas tué. Elle ne lui a pas non plus arraché sa foi en l'écriture. La dernière ligne de son nouvel ouvrage, *Victory City*, en atteste : « *Les mots sont les seuls vainqueurs* », conclut Salman Rushdie. ◊